

# **Compagnie des Apôtres de la Paix (CAP)**

## **CAP-INFOS**

**Bulletin trimestriel n° 16, octobre, décembre 2002**

## **POLITIQUE DE NEGOCIATION : UNE OPINION PUBLIQUE DIVISEE**

Peu après l'éclatement de la crise de 1993, le Burundi, dans sa quête de quiétude, a adopté une politique de négociation entre différents groupes socio-politiques antagonistes. Cette dynamique sociale évolue tellement en dents de scie que les Burundi, petits et grands, ont fini par se forger des attitudes aussi bien variées que divergentes.

Face à ces longues négociations menées de KAJAGA à ARUSHA en passant par KIGOBÉ-NOVOTEL, MWANZA, SAN EGIDIO, LIBREVILLE, PRETORIA, DAR-ES-SALAAM et j'en passe, les Burundi saluaient chaque nouvelle phase comme une action salvatrice, mais déchantaient aussitôt après. Tellement les événements qui accompagnaient ces épisodes de négociation divergeaient avec les attentes des populations. Petit à petit, dans ce climat psychologique fait d'états successifs d'espoir et de découragement, quatre principaux faisceaux d'attitudes ont fini par se cristalliser dans l'opinion face à l'évolution du processus de paix et de la vie politique en général.

### **LE PERFECTIONNISME**

*D'un côté, il y a les perfectionnistes utopistes dont l'argument peut se résumer en ceci : « Puisque la politique de négociation ne remplit pas les conditions normatives d'une politique pacifiste mettant en avant la cessation des hostilités, l'arrêt des violences et le respect des droits humains, alors c'est une mauvaise politique ».*

Cette attitude se manifeste aussi bien parmi les citoyens ordinaires que parmi les élites, aussi bien parmi les Hutu que parmi les Tutsi. « Nous demandons au Gouvernement, à la communauté internationale et à la Médiation de faire pression sur les groupes rebelles afin qu'ils se présentent tous à la table des négociations et qu'ils jouent franc. Sinon, les négociations, à l'état actuel des choses, ont déraillé », a en substance déclaré, le 14 novembre dernier sur les ondes de Radio RSF Bonesha, un leader politique de Bujumbura. A la même occasion, un citoyen ordinaire interviewé par la même station a signalé que les négociations sont devenues une opportunité donnée aux leaders politiques pour se partager des postes juteux et gaver les citoyens de discours démagogiques ne tenant à aucune réalité objective du terrain. « Nous n'attendons rien de ces négociations », a-t-il conclu.

Or, l'éthique comme les valeurs, en politique ou ailleurs, sont un idéal vers lequel on tend mais qu'on n'atteint jamais. Nous sommes ici en présence d'une tension entre les valeurs et la réalité, entre le « *devoir être* » et l'« *être* ». Il est évident que si l'idéal coïncidait avec la réalité, il cesserait d'être un idéal. Plutôt que d'affirmer que toutes les fois que les faits ne correspondent pas aux prescriptions, c'est l'idéal qui est trahi, il conviendrait de se demander : « Quelle est l'incidence de la pression déontologique sur la réalité, en s'assurant par-là qu'elle remplit sa fonction de contrepoids et jusqu'à quel point elle le fait ? ». Quelles que soient la pertinence et la rigueur des principes qui sous-tendent une politique de négociation, les parties prenantes à la négociation ne doivent espérer arriver à tous les buts escomptés par chacune au moment voulu. Elaborer des normes est une chose, les mettre rigoureusement en œuvre en est une autre.

## **L'HYPERREALISME**

D'un côté, on observe un monde *d'hyperréalistes* qui veulent que toutes les fonctions déontologiques soient jetées par-dessus bord, l'argument étant que « *Puisque les faits contredisent les préceptes, autrement dit, puisque l'insécurité et les violences persistent malgré les négociations en cours, alors l'idéal de paix poursuivi à travers cette politique de négociation est une mystification* ». « On ne négocie pas avec des criminels. Les négociations en cours à Arusha, à Pretoria ou à Dar-es-Salaam ne sont que manœuvres de diversion », a-t-on toujours entendu scander dans certains milieux de la capitale. Mais ici, nous commettons, à rebours, la même erreur que celle des perfectionnistes ; car, un fait en lui-même ne peut pas contredire une norme. Ce qui devrait être est par définition quelque chose qui n'est pas et par conséquent, le fait que cela ne soit pas ne constitue pas un chef d'accusation contre la déontologie. Plutôt que d'avoir recours à nos connaissances pratiques pour ébranler tout l'ensemble des prescriptions susceptibles de rendre possible un *modus vivendi* socio-politique, il conviendrait de se demander ce qui adviendrait si la pression déontologique était réellement sans effet. De toute évidence, sans cette pression déontologique de la politique de négociation sur la réalité (de guerre), les uns et les autres se résoudraient à la seule logique de « ramener la paix » par la victoire militaire.

Logique qui n'est plus de mise dans le domaine des conflits internes. Hier, certains criaient haut et fort qu'il était inacceptable de s'asseoir ensemble avec des criminels ; d'autres criaient tout aussi haut et fort que si un certain nombre de préalables (trop farfelus pour être acceptables dans le contexte du moment) n'étaient pas remplis, ils n'accepteraient pas de participer aux négociations. Aujourd'hui, les uns et les autres implorent qui peut les entendre de leur faciliter les conditions de négociation ! Un des groupes rebelles, celui d'Agathon RWASA, n'est malheureusement pas encore là.

## **LE SCEPTICISME**

Dans ce mirage de l'opinion publique burundaise, on observe aussi un monde de *sceptiques désenchantés* qui, ne trouvant pas satisfaction dans les négociations, se complaisent à dire : « Qu'on négocie, qu'on ne négocie pas, nous voulons seulement la paix ». Histoire de dire que ramener les belligérants à la raison par la négociation, par la guerre ou par le défaitisme, c'est kif-kif ! Or, les trois approches ne peuvent pas déboucher sur les mêmes résultats, tellement elles sont différentes.

## **L'OPTIMISME**

Enfin, dans le même spectre de l'opinion burundaise face à la politique de négociation, on observe un petit monde *d'optimistes* quelque peu naïfs dont l'argument peut s'énoncer comme suit : « *Puisque la politique de négociation a fini par s'imposer et que quelques accords sont en train d'être signés, elle va sûrement ramener la paix d'elle-même* ».

Or, cette politique a besoin d'être appuyée par d'autres actions sociales et politiques positives comme l'éducation à la paix et aux valeurs universelles, la communication pour la paix, etc.

En définitive, face à la misère et aux atrocités que vit le peuple burundais, on est amené à comprendre, humainement parlant, l'état d'esprit, l'attitude de chaque groupe, de chaque individu, lassé par la guerre. Néanmoins, la raison commande qu'on regarde la situation en face et qu'on l'analyse froidement. Les perfectionnistes doivent se rappeler que la perfection n'est pas de ce monde et qu'à défaut du « *devrait être* », de l'idéal, ils doivent s'assurer que la réalité croît sans cesse en tendant vers cet idéal. Les hyperréalistes doivent laisser tomber leur épithète et considérer que la réalité, pour prendre forme et vie, doit se nourrir d'une certaine dose de l'idéal. Les sceptiques comme les optimistes naïfs doivent considérer que la contemplation passive de la réalité sociale n'ajoute rien à cette dernière et ne fait donc pas progresser davantage dans son élan naturellement dynamique. Le salut des uns et des autres comme celui de nous tous réside dans la voie de lucidité et non dans la quête de chimères.

David HICUBURUNDI.-